



Extrait du UJFP

<http://www.ujfp.org/spip.php?article5909>

# Colloque : De la Déclaration Balfour à aujourd'hui, une tragédie coloniale

- L'UJFP en action - Appels et manifestations -

Date de mise en ligne : mardi 10 octobre 2017

1917  
Copyright © UJFP - Tous droits réservés  
**PALESTINE**  
2017

**Dans le cadre de la campagne 2017 : Justice pour la Palestine, l'AFPS 34 et le Collectif Palestine 34 organisent un colloque le 14 octobre 2017 à Montpellier intitulé "De la Déclaration Balfour à aujourd'hui, une tragédie coloniale."**

1917  
1947  
1967  
**2017**  
JUSTICE POUR LA  
PALESTINE

**De la Déclaration  
Balfour à aujourd'hui,  
une tragédie coloniale**

Montpellier • Pierresvives > 14 octobre 2017

**Des clés  
pour comprendre,  
des clés pour agir !**

Association France Palestine Solidarité  
Collectif 34 Palestine

Colloque organisé par l'Afps 34  
en partenariat avec le Collectif Palestine 34  
avec le concours du Conseil départemental de l'Hérault

De nombreux événements se tiendront autour et à l'occasion de ce colloque (films, expositions, rencontres,

conférences...)

2017 fait écho à plusieurs dates déterminantes dans la tragédie du peuple palestinien.

1917, 1947, 1967, 2017 jalonnent une histoire coloniale tout à la fois « classique » au début du XXe siècle, exceptionnelle dans sa durée, et singulière. Singulière, car elle se caractérise par la dépossession progressive et méthodique, et l'expulsion de la population en place : les Palestiniens. Cette expansion ininterrompue depuis un siècle fait fi des recommandations formulées par les Nations Unies dès avant la proclamation de l'indépendance de l'Etat d'Israël en 1948.

Organisé par l'AFPS 34 en partenariat avec le Collectif Palestine 34, le colloque du 14 octobre prochain à Montpellier - Pierresvives, donnera des clés essentielles pour mieux décrypter le processus colonial toujours à l'oeuvre, rappeler la responsabilité des états européens, au premier rang desquels la Grande Bretagne, la France et aujourd'hui, l'U.E, contrer des allégations et rappeler le droit. Pour que ce colloque, cent ans après la Déclaration Balfour, résonne avec l'ampleur que ce triste anniversaire requiert, nous prenons le parti de donner la parole aux acteurs directement engagés dans le combat contre l'impunité : Palestiniens de Cisjordanie, de Gaza et de la diaspora, Palestiniens-citoyens d'Israël, Israéliens, Européens, tous éminents responsables politiques et militants de la société civile.

Ce colloque s'inscrit dans le cadre de la campagne nationale « 1917-1947-1967-2017 Justice pour la Palestine » et dans la campagne « 100 ans de dépossession » conduite par la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine.

## Introduction

**2017** fait écho à plusieurs dates déterminantes dans la tragédie du peuple palestinien.

**1917, 1947, 1967** jalonnent une histoire coloniale tout à la fois «classique» au début du XX<sup>e</sup> siècle, exceptionnelle dans sa durée, et singulière. Singulière, car elle se caractérise par la dépossession progressive et méthodique et l'expulsion de la population en place : les Palestiniens.

Cette expansion ininterrompue depuis un siècle fait fi des recommandations formulées par les Nations Unies dès avant la proclamation de l'indépendance de l'Etat d'Israël en 1948. Un fait colonial d'un autre âge, inacceptable en ce XXI<sup>e</sup> siècle, illégal au regard des Conventions de Genève et des statuts de la Cour internationale de Justice et de la Cour pénale internationale. Mais alors, pourquoi Israël continue-t-il de bénéficier d'une totale impunité ?

Décrypter cette entreprise coloniale toujours à l'œuvre, rappeler la responsabilité particulière des Etats européens, au premier rang desquels la Grande Bretagne et la France, et aujourd'hui celle de l'Union européenne, contrer des allégations et se référer au droit : ces démarches sont indispensables pour ceux qui veulent œuvrer efficacement à la fin de l'injustice faite aux Palestiniens.

Pour appréhender cette question, nous prenons le parti de donner la parole aux acteurs engagés directement dans le combat contre l'impunité et pour une solution équitable et durable : Palestiniens, Palestiniens citoyens d'Israël, Israéliens, Européens, tous responsables politiques éminents ou militants de la société civile. Partant de l'analyse croisée des faits historiques et des enjeux contemporains, nous chercherons avec eux les clés pour agir.

**Agir** pour hâter une issue fondée sur le droit.

**Agir** pour contribuer à mettre enfin un terme à 100 ans de dépossession.

Le colloque de Montpellier, précédé par une conférence à Paris le 12 octobre, s'inscrit dans la campagne «**1917-1947-1967-2017 : Justice pour la Palestine**» que mène l'AFPS et dans la campagne «**100 ans de dépossession**» conduite par la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine.

L'AFPS et le Collectif Palestine 34 remercient chaleureusement les différentes personnalités qui nous font l'honneur de venir à Montpellier et Paris et saluent leur engagement.



**Programme arrêté au 3 septembre, susceptible de modifications**

## Des clés pour comprendre, des clés pour agir

### Programme

- 9:15 ► Présentation de la journée :**  
Kahina Zahar, AFPS 34
- 9:30 ► 1917 : La Déclaration Balfour**  
Rappel historique  
Philippe Daumas
- 9:45 ► 1967 > 2017 : occupation militaire et colonisation, un processus ininterrompu.**  
L'annexion de Jérusalem Est • processus d'encerclement et de colonisation du district de Bethléem (ville jumelle de Montpellier).  
Elias Sanbar | Adam Aloni | Anton Salman  
Modérateur : Michel Calvo, président de la Ligue des Droits de l'Homme Montpellier  
**Débat**
- 12:00 ► 13:30 Pause repas**
- 13:45 ► Solidarité internationale, quand la société civile pousse les politiques à agir.**  
Actions des municipalités, campagnes Orange, banques, différenciation Israël/colonies, interdiction d'importation des produits des colonies, Les prisonniers politiques palestiniens.  
Robert Kissous | Martine Brizemur  
Modérateur : Jean-Marie Larose, CCFD Terre Solidaire Montpellier  
**Débat**
- 15:30 ► Pourquoi l'impunité d'Israël,**  
Alors que les solutions en termes de droit international sont connues, pourquoi l'impunité d'Israël ? Comment y mettre fin ? Que peut l'UE ?  
Ayman Odeh | Hassan Balawi | Patrick Le Hyaric  
Modérateur : Taoufiq Tahani, président d'honneur de l'AFPS  
**Débat**
- 17:45 ► Clôture du colloque : AFPS 34**

### ◆ Martine Brizemur

Responsable bénévole de la coordination Israël/Territoires Palestiniens Occupés, au sein d'Amnesty International France. Elle collabore à l'élaboration des campagnes et des projets pris en charge par la Section Française, participe à des dossiers, des publications, des événements. La coordination assure la représentation et la prise de parole vers l'extérieur : Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, conférences, interviews médias.

### ◆ Ayman Odeh

Avocat et homme politique palestinien citoyen d'Israël, Ayman Odeh dirige le Front démocratique Hadash. Il est également président de la coalition Liste Unifiée devenue la troisième force politique en Israël en obtenant treize sièges aux dernières élections législatives.

### ◆ Hassan Balawi

Diplomate et ancien journaliste à la Télévision Palestinienne, il est notamment l'auteur de « Gaza dans les coulisses du mouvement national palestinien ». Hassan Balawi est responsable des relations bilatérales avec la Belgique et le Luxembourg - Mission de Palestine auprès de L'Union Européenne, de la Belgique et du Luxembourg.

### ◆ Patrick Le Hyaric

Directeur de l'Humanité et député européen, Patrick Le Hyaric est engagé depuis des années auprès du peuple palestinien. Avec l'Association pour le Jumelage entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises (AJPF) et l'Association France-Palestine Solidarité (AFPS), il a dirigé de nombreuses délégations pour tisser des liens de coopération entre les deux peuples.

### 1917.... 2017.... 100 ans de conflits

En 1916, Français et Britanniques signent, en pleine première guerre mondiale, les accords secrets de Sykes Picot et se répartissent ainsi le contrôle sur le Proche-Orient, anticipant la dislocation du vaste territoire de l'Empire Ottoman. L'Irak, la Jordanie et la Palestine actuels sont placés sous mandat britannique, la Syrie et le Liban actuels sous mandat français.

#### ► 1917

Par la Déclaration Balfour, du nom du ministre britannique des Affaires Etrangères, la Grande-Bretagne manifeste son soutien à la cause sioniste et à « l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour le peuple juif ». A l'époque, la population de la Palestine est essentiellement arabe, les juifs en représentant moins de 10%.

#### ► 1947

Les Nations-Unies adoptent une série de recommandations visant au partage de la Palestine en deux états : un état juif et un état arabe, Jérusalem étant placée sous contrôle international. A l'époque, les juifs représentent 35% de la population et se voient attribuer 55% du territoire. L'indépendance de l'Etat d'Israël est proclamée en mai 1948. La guerre qui s'en est suivie, à laquelle ont participé les armées des pays arabes voisins, est remportée par les milices sionistes. A l'issue de cette guerre, Israël s'étend sur 78% de la Palestine après la fuite ou l'expulsion de 750 000 Palestiniens et la destruction de plusieurs centaines de villages. Les 22% restants sont laissés sous contrôles jordanien (Cisjordanie) et égyptien (Bande de Gaza). Guerre d'indépendance pour les Israéliens, « Nakba » (catastrophe) pour les Palestiniens.

#### ► 1967

La Guerre des Six-Jours (en juin) s'est conclue par une nouvelle défaite des armées des Etats membres de la Ligue arabe, l'occupation par Israël de la totalité du territoire, dont la Cisjordanie, la Bande de Gaza et Jérusalem. S'en suivra une nouvelle vague de réfugiés, qui pour beaucoup vont grossir les rangs des camps (« provisoires » mais toujours en place aujourd'hui) installés un peu partout en Palestine ainsi qu'en Jordanie et au Liban. En novembre 1967, le Conseil de Sécurité de l'ONU vote à l'unanimité la résolution 242 : le retrait des forces israéliennes devra faire l'objet de négociations et les frontières devront être redessinées après accord des pays concernés, afin de parvenir à un accord de paix durable. Cette résolution n'a jamais réellement et totalement été mise en œuvre.

Débutée au lendemain de la Guerre des Six-Jours, la colonisation de peuplement en Cisjordanie et à Jérusalem-Est n'a depuis lors jamais cessé. Dès le début des années 1970, les premières colonies illégales (reconnues comme telles par le droit israélien lui-même) commencent également à s'y implanter. L'importance de ces dernières est telle qu'elle rend de plus en plus improbable la possibilité de création d'un Etat palestinien indépendant.

### ► 2017

marque ainsi le centième anniversaire d'un processus de dépossession, d'expulsions successives et d'humiliations diverses envers le peuple palestinien. L'ancienneté et la dureté de ce conflit peuvent aujourd'hui passer inaperçus, effacés des médias par l'horreur des combats en Irak, en Syrie et au Yémen. Israël a ainsi pu accroître sa pression sur la Cisjordanie et sur Gaza, emmurée vivante. L'incapacité des Nations-Unies et de la diplomatie internationale à imposer un partage équitable du territoire entre Palestiniens et Juifs, le non-respect du droit international, l'impunité des politiques menées par Israël, ont légitimé l'accélération de la colonisation.

### ► et pourtant

le 1<sup>er</sup> avril 2015, la Palestine devient le 123<sup>e</sup> membre de la Cour Pénale Internationale de La Haye. Elle peut désormais agir en qualité d'Etat au sein de cette organisation internationale et y voter. En représailles, Israël, qui refuse de faire partie de la CPI, gèle les rentrées fiscales collectées pour le compte des Palestiniens (106 millions d'euros mensuels).

et en 2016 : L'ONU condamne la colonisation israélienne.

Le 23 décembre, le Conseil de Sécurité de l'ONU adopte la résolution 2334 condamnant la colonisation israélienne dans le territoire palestinien occupé. Le texte, adopté grâce à l'abstention des Etats-Unis, est immédiatement condamné par Benyamin Netanyahu, qui affirme qu'Israël ne s'y conformera pas.



## En savoir + bibliographie sélective

◆ Jérusalem, le sacré et le politique, textes réunis et présentés par Farouk Mardam-Bey et Elias Sanbar. Ed. Actes Sud, 2000

◆ Jérusalem, le rapport occulté. Rapports 2005 et 2008 des diplomates de l'Union Européenne en poste à Jérusalem. René Backmann, Ed. Salvator, 2009

◆ Palestine, la trahison européenne. Stéphane Hessel, Véronique de Keyser. Ed. Fayard, 2013

◆ La question de Palestine. Tome 1 à 5. Henry Laurens. Ed. Fayard 1999/2002/2007/2011/2015

◆ Jérusalem, histoire d'une ville-monde. Sous la direction de Vincent Lemire. Ed. Flammarion/Coll. Champs Histoire, 2016

◆ Un chant d'amour. Israël-Palestine, une histoire française. Alain Gresh, Héléne Aldeguer. Ed. La Découverte, 2017.

### ► 2017

marque ainsi le centième anniversaire d'un processus de dépossession, d'expulsions successives et d'humiliations diverses envers le peuple palestinien. L'ancienneté et la dureté de ce conflit peuvent aujourd'hui passer inaperçus, effacés des médias par l'horreur des combats en Irak, en Syrie et au Yémen. Israël a ainsi pu accroître sa pression sur la Cisjordanie et sur Gaza, emmurée vivante. L'incapacité des Nations-Unies et de la diplomatie internationale à imposer un partage équitable du territoire entre Palestiniens et Juifs, le non-respect du droit international, l'impunité des politiques menées par Israël, ont légitimé l'accélération de la colonisation.

### ► et pourtant

le 1<sup>er</sup> avril 2015, la Palestine devient le 123<sup>e</sup> membre de la Cour Pénale Internationale de La Haye. Elle peut désormais agir en qualité d'Etat au sein de cette organisation internationale et y voter. En représailles, Israël, qui refuse de faire partie de la CPI, gèle les rentrées fiscales collectées pour le compte des Palestiniens (106 millions d'euros mensuels).

et en 2016 : L'ONU condamne la colonisation israélienne.

Le 23 décembre, le Conseil de Sécurité de l'ONU adopte la résolution 2334 condamnant la colonisation israélienne dans le territoire palestinien occupé. Le texte, adopté grâce à l'abstention des Etats-Unis, est immédiatement condamné par Benyamin Netanyahu, qui affirme qu'Israël ne s'y conformera pas.



## En savoir + bibliographie sélective

◆ Jérusalem, le sacré et le politique, textes réunis et présentés par Farouk Mardam-Bey et Elias Sanbar. Ed. Actes Sud, 2000

◆ Jérusalem, le rapport occulté. Rapports 2005 et 2008 des diplomates de l'Union Européenne en poste à Jérusalem. René Backmann, Ed. Salvator, 2009

◆ Palestine, la trahison européenne. Stéphane Hessel, Véronique de Keyser. Ed. Fayard, 2013

◆ La question de Palestine. Tome 1 à 5. Henry Laurens. Ed. Fayard 1999/2002/2007/2011/2015

◆ Jérusalem, histoire d'une ville-monde. Sous la direction de Vincent Lemire. Ed. Flammarion/Coll. Champs Histoire, 2016

◆ Un chant d'amour. Israël-Palestine, une histoire française. Alain Gresh, Héléne Aldeguer. Ed. La Découverte, 2017.

### ► 2017

marque ainsi le centième anniversaire d'un processus de dépossession, d'expulsions successives et d'humiliations diverses envers le peuple palestinien. L'ancienneté et la dureté de ce conflit peuvent aujourd'hui passer inaperçus, effacés des médias par l'horreur des combats en Irak, en Syrie et au Yémen. Israël a ainsi pu accroître sa pression sur la Cisjordanie et sur Gaza, emmurée vivante. L'incapacité des Nations-Unies et de la diplomatie internationale à imposer un partage équitable du territoire entre Palestiniens et Juifs, le non-respect du droit international, l'impunité des politiques menées par Israël, ont légitimé l'accélération de la colonisation.

### ► et pourtant

le 1<sup>er</sup> avril 2015, la Palestine devient le 123<sup>e</sup> membre de la Cour Pénale Internationale de La Haye. Elle peut désormais agir en qualité d'Etat au sein de cette organisation internationale et y voter. En représailles, Israël, qui refuse de faire partie de la CPI, gèle les rentrées fiscales collectées pour le compte des Palestiniens (106 millions d'euros mensuels).

et en 2016 : L'ONU condamne la colonisation israélienne.

Le 23 décembre, le Conseil de Sécurité de l'ONU adopte la résolution 2334 condamnant la colonisation israélienne dans le territoire palestinien occupé. Le texte, adopté grâce à l'abstention des Etats-Unis, est immédiatement condamné par Benyamin Netanyahu, qui affirme qu'Israël ne s'y conformera pas.



## En savoir + bibliographie sélective

◆ Jérusalem, le sacré et le politique, textes réunis et présentés par Farouk Mardam-Bey et Elias Sanbar. Ed. Actes Sud, 2000

◆ Jérusalem, le rapport occulté. Rapports 2005 et 2008 des diplomates de l'Union Européenne en poste à Jérusalem. René Backmann, Ed. Salvator, 2009

◆ Palestine, la trahison européenne. Stéphane Hessel, Véronique de Keyser. Ed. Fayard, 2013

◆ La question de Palestine. Tome 1 à 5. Henry Laurens. Ed. Fayard 1999/2002/2007/2011/2015

◆ Jérusalem, histoire d'une ville-monde. Sous la direction de Vincent Lemire. Ed. Flammarion/Coll. Champs Histoire, 2016

◆ Un chant d'amour. Israël-Palestine, une histoire française. Alain Gresh, Héléne Aldeguer. Ed. La Découverte, 2017.

## Colloque organisé par

### AFPS 34

Espace Martin Luther King  
27 Boulevard Louis Blanc • 34000 Montpellier  
afpsgl34@gmail.com • afps34.wordpress.com

#### ► en partenariat avec le Collectif Palestine 34

Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT) Hérault | Association France Palestine Solidarité (AFPS) Hérault | Américain(e)s pour la Paix et la Justice (APJ) | Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) LR | Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement-Terre Solidaire (CCFD) Hérault | Centre de Documentation Tiers Monde (CDTM) Hérault | CGT UL de Montpellier | Chrétiens de la Méditerranée | Cimade Montpellier | Coup de Soleil Languedoc-Roussillon, association France-Maghreb | Europe Ecologie Les Verts (EELV) Montpellier | FSU Hérault | Jeunesses Communistes (JC) Hérault | Les Amis de Sabeel | Ligue des Droits de l'Homme (LDH) Montpellier | Montpellier Palestine Solidarité Rurale | Mouvement pour le Désarmement, la Paix & la Liberté (MDPL) Hérault | Mouvement de la Paix Montpellier | Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) Montpellier | Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN) Montpellier | Parti Communiste Français (PCF) Montpellier et Fédération de l'Hérault | Pax Christi Hérault | Union des Etudiants Communistes 34 (UEC).

#### ► Dans le cadre de la campagne 2017 | Justice pour la Palestine

- ◆ Association France Palestine Solidarité  
[www.france-palestine.org](http://www.france-palestine.org)
- ◆ Plateforme des ONG Françaises pour la Palestine  
[www.plateforme-palestine.org](http://www.plateforme-palestine.org)
- ◆ Coordination européenne des comités et associations pour la Palestine ECCP • [www.eccpalestine.org](http://www.eccpalestine.org)

#### ► Avec le soutien du Conseil Départemental de l'Hérault

